

* **SANTÉ SEXUELLE**
SEXUELLE GESUNDHEIT
SALUTE SESSUALE
SUISSE SCHWEIZ SVIZZERA



RAPPORT ANNUEL 2020

APERÇU

1. VISION	4
2. ÉDITORIAL	4
3. ACTIVITÉS EN 2020	5
3.1. PRESTATIONS ET INFORMATIONS	
3.1.1. Informations destinées au réseau professionnel	6
a. Informations et échanges avec les centres de consultation	
b. FLAG System: traduction en français	
c. Qualité du travail sexo-corporel avec et pour les personnes en situation de handicap	
3.1.2. Informations destinées au grand public	7 – 9
a. Médias	
b. Réseaux sociaux	
c. Site internet www.sante-sexuelle.ch	
d. Newsletters	
e. Publications — Shop online	
f. Campagne LOVE LIFE	
g. Publication du rapport sur l'accouchement confidentiel	
h. Fonds d'aide pour la contraception et l'interruption de grossesse, en collaboration avec la Chaîne du Bonheur	
i. Stop à la violence sexuelle: révision du Code pénal	
j. World Contraception Day: choisir sa contraception, un luxe réservé aux riches?	
k. Le Réseau Jeunes de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	
l. Réseau suisse contre l'excision	
3.2. RESSOURCES	11
a. Pages « Urgences » du site sante-sexuelle.ch	
b. Nouveau répertoire des centres de santé sexuelle	
c. Fonds Anne-Marie Rey	
3.3. EXPERTISE	10
3.3.1. Formations continues, présentations, conférences	
a. CAS/DAS/MAS en santé sexuelle	
b. Rencontre annuelle d'information et d'échange Axe 1 PNVI et rencontre des responsables des centres	
c. Promotion des droits sexuels des personnes en situation de handicap	
d. Rencontre du Réseau Jeunes: la masturbation, est-ce normal?	
e. Formation continue du projet FLAG System	
3.3.2. Mandats	13
a. Monitoring des centres de santé sexuelle	
b. Rapport sur les intervenant•es et l'offre de prestations dans le canton du Tessin	
c. Évaluation du programme de santé sexuelle du canton de Neuchâtel	



3.4. ADVOCACY, INFLUENCE, LOBBYING	15 – 17
a. Conséquences de la pandémie de Covid-19 en Europe	
b. Ratification par le DFAE de la déclaration sur l'importance de la SSRD	
c. Grève des femmes 2020 : le droit pénal sexuel doit protéger l'autodétermination sexuelle !	
d. Countdown 2030 Europe – Visions de la SSRD	
e. Accès pour tout le monde à la contraception	
f. Violence envers les personnes en situation de handicap	
g. Intergroupe parlementaire pour la santé sexuelle et les droits	
h. Colloque « Justice climatique et égalité entre les genres »	
i. Plaidoyer dans les réseaux suisses	
3.5. GOUVERNANCE	
3.5.1. Personnel	18
3.5.2. Comptes d'exploitation 2020	19
a. Produits en CHF (1.1. – 31.12.2020)	
b. Charges en CHF (1.1. – 31.12.2020)	
4. STRUCTURE	
4.1. FONDATION	22
4.2. ASSOCIATION	23
4.3. COMMISSIONS	24 – 25
4.3.1. Commission LGBTI+	
4.3.2. Commission de la formation et du titre professionnel	
4.3.3. Commission Interruption de grossesse	
4.3.4. Réseau Jeunes	
4.4. COLLABORATIONS ET PARTENARIATS	26 – 27
4.4.1. Associations professionnelles	
4.4.2. Administrations fédérales	
4.4.3. Commissions extraparlimentaires	
4.4.4. Autorités intercantionales	
4.4.5. Instituts de formation et de recherche	
4.4.6. Organisations et associations nationales et régionales	
4.4.7. Organisations internationales	

1. VISION

«Toute personne a droit à la santé, y compris à la santé sexuelle, et doit pouvoir décider librement et en toute conscience de sa sexualité, sans discrimination ni contrainte. Les droits sexuels doivent être protégés, respectés et garantis pour tout le monde.»

2. ÉDITORIAL

Le droit à la santé sexuelle pendant la pandémie de Covid-19

SANTÉ SEXUELLE SUISSE (SSCH) est l'organisation faîtière de 80 centres de santé sexuelle présents dans toute la Suisse. Chaque année, plus de 13'000 personnes bénéficient de leurs conseils en contraception et plus de 21'000 de leurs conseils en matière de grossesse¹. SSCH s'engage sur le plan politique pour garantir un accès équitable à la contraception et à l'interruption de grossesse, notamment pour les personnes touchées par la pauvreté et pour les groupes vulnérables. En tant que membre de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF) et en tant que partenaire de Countdown 2030 Europe, SSCH s'engage également dans le cadre de la coopération au développement pour la promotion de la santé sexuelle et des droits et, pour un accès à la contraception basé sur les droits.

Les centres de santé sexuelle sont régulièrement confrontés à des personnes qui n'ont pas les moyens de financer la contraception et les coûts liés à une interruption de grossesse. Et la pandémie est arrivée, doublée d'un semi-confinement. Les centres ont constamment maintenu l'accès à leurs prestations, mais les situations sociales problématiques et les vulnérabilités se sont encore péjorées, nous posant un vrai défi en tant qu'organisation faîtière.

SSCH a ainsi déposé une proposition de projet de plus de CHF 140'000 auprès de la Chaîne du Bonheur pour le financement de moyens de contraception et pour couvrir les frais des interruptions de grossesse non pris en charge. Les 212 requêtes que SSCH a pu soutenir avec le « Fonds Covid-19 » et les récits de vie qui les motivaient ont mis au jour des réalités de vie en Suisse et des situations de personnes dont la détresse, encore aggravée par l'épidémie, limite leurs choix et leurs droits. Le Fonds a permis de leur

apporter un soutien durant cette grave crise. Mais ce dont nous avons besoin, c'est de sécurité juridique et de justice dans toutes les situations. Des solutions politiques à long terme sont nécessaires, au niveau fédéral et au niveau cantonal.

La Suisse devrait mettre en place une réglementation légale en matière de contraception qui respecte le principe de l'Agenda 2030 de l'ONU « Ne laisser personne de côté ». Les prestations liées à la grossesse prévues dans la loi fédérale sur l'assurance-maladie devraient être garanties à toutes les femmes enceintes, dès le début de la grossesse, sans franchise ni quote-part. De même pour les prestations concernant les femmes enceintes qui font une fausse couche ou qui interrompent leur grossesse. Cet objectif restera au cœur de notre engagement au-delà de la seule année 2020.

Nous présentons dans cette rétrospective de l'année 2020 les personnes qui font exister SSCH et tenons à les remercier chaleureusement pour leur engagement. Un merci tout particulier va à Yvonne Gilli, qui, après avoir assuré la présidence durant de longues années, a été remplacée par Léonore Porchet en octobre 2020.

Un grand merci également à nos partenaires, nos donatrices et nos donateurs, nos membres et tout spécialement les centres de conseil en santé sexuelle et services d'éducation sexuelle. Ce n'est qu'ensemble que notre travail est possible. Car tout le monde a droit à la santé, y compris la santé sexuelle, et plus encore en période de pandémie.

Léonore Porchet, présidente de la Fondation

Jacqueline Fellay-Jordan, vice-présidente de la Fondation et coprésidente de l'Association

Noemi Grütter, vice-présidente de la Fondation et coprésidente de l'Association

¹ Monitoring de la santé sexuelle, 2020. SSCH, septembre 2019.

² <https://www.countdown2030europe.org/resources/type/because-she-counts-campaign>



3. ACTIVITÉS EN 2020

SANTÉ SEXUELLE SUISSE (SSCH) a pour mission de promouvoir l'accès aux informations et aux prestations en santé sexuelle, ainsi que le respect des droits sexuels. En tant qu'organisation faîtière, nous entretenons un réseau d'intervenant·es qui s'impliquent dans ce domaine. Nous encourageons les échanges et la formation continue des professionnel·les et mettons à disposition notre expertise et nos ressources. Nous attirons l'attention du public et des politiques sur les préoccupations centrales concernant la santé sexuelle et les droits sexuels.

3.1. PRESTATIONS ET INFORMATIONS

3.1.1. Informations destinées au réseau professionnel

#INFORMATIONS ET ÉCHANGES AVEC LES CENTRES DE CONSULTATION

La pandémie de Covid-19 aura marqué l'année 2020 de manière exceptionnelle. Un échange continu avec tous les centres de conseil s'est ainsi avéré nécessaire. Nous les avons soutenus avec des informations concrètes, des possibilités d'échanges entre eux et des vidéoconférences communes pour discuter d'idées innovantes et de possibilités de mise en œuvre, afin de maintenir l'offre de prestations en santé sexuelle.

#FLAG SYSTEM : TRADUCTION EN FRANÇAIS

En 2020, SSCH s'est principalement occupée de la traduction en français du manuel FLAG System. Le « Système des drapeaux » de Sensoa est un outil probant permettant d'évaluer les comportements sexuels appropriés et inappropriés des enfants et des adolescent·es de 0 à 18 ans. Ce système est un support pédagogique utilisé pour promouvoir un développement sexuel sain et prévenir les abus sexuels. Il offre une vue de la sexualité, des désirs, des limites, des critères et des nuances d'un comportement sexuel et les transcrit en questions « ouvertes » pour pouvoir en parler plus facilement. Le manuel est à disposition de celles et ceux qui souhaitent se former au Système des drapeaux.

#QUALITÉ DU TRAVAIL SEXO-CORPOREL AVEC ET POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Un hearing sur la qualité du travail sexo-corporel avec et pour les personnes en situation de handicap, rassemblant des professionnel·les et des représentant·es concerné·es, s'est tenu en septembre 2020. Une vingtaine de personnes ont participé au débat organisé en collaboration avec l'association Cerebral Suisse. Les questions suivantes ont été discutées : qu'est-ce que le travail sexo-corporel, souvent dénommé assistance sexuelle, quelles organisations proposent cette prestation et quelles sont les formations possibles ? La question d'une standardisation ou certification n'a pas pu être clarifiée. Les besoins portent avant tout sur une offre améliorée et diversifiée pour les personnes en situation de handicap.





3.1.2. Informations destinées au grand public

#MÉDIAS

La presse et les réseaux sociaux nous permettent de diffuser au grand public des informations sur la santé sexuelle, ainsi que sur SSCH et notre réseau. Notre travail de communication favorise de cette manière l'accès aux informations et aux prestations de santé sexuelle. C'est une contribution importante à la promotion de la santé sexuelle et à la prévention des risques.

En 2020, SSCH a répondu à environ 120 demandes des médias. Les thèmes de l'accouchement confidentiel et de la masturbation ont suscité un intérêt particulièrement vif. De plus, nous avons publié 9 communiqués de presse au cours de l'année écoulée :

- * 10.01: Nouveau nom du Groupe parlementaire CAIRE+
- * 14.01: Accès à l'accouchement confidentiel
- * 11.05: Rapport sur l'accouchement confidentiel
- * 10.06: Stop aux violences sexuelles
- * 30.06: Contre ma volonté — rapport 2020 du Fonds des Nations Unies
- * 21.09: Choisir sa contraception: un luxe réservé aux riches?
- * 03.10: Campagne vidéo du Réseau Jeunes: la masturbation — est-ce normal?
- * 30.10: Léonore Porchet — la nouvelle présidente de SSCH
- * 15.12: L'État doit fournir gratuitement les produits menstruels

#RÉSEAUX SOCIAUX

SSCH est présente et active sur Twitter et Facebook.

#SITE INTERNET

WWW.SANTE-SEXUELLE.CH

Le nouveau site internet a été lancé en avril 2020 en français, en allemand et en italien.

Par le biais des nouvelles pages Urgences, mais aussi par la fonction de recherche du répertoire, il facilite l'accès aux informations utiles et aux centres spécialisés pour les personnes en demande de conseils. Il constitue dès lors la base et la carte de visite de notre communication vers l'extérieur.

#NEWSLETTERS

En 2020, SSCH a envoyé 6 newsletters à près de 1'000 abonné·es. Nos newsletters transmettent régulièrement des informations sur les activités du réseau et sur les questions de santé sexuelle et des droits au cœur de l'actualité.

SSCH publie également la newsletter de l'Intergroupe parlementaire pour la santé sexuelle et les droits. Quatre fois par an, elle informe sur l'actualité au niveau politique avec une portée nationale et internationale.

#PUBLICATIONS — SHOP ONLINE

Le Shop, boutique en ligne sur le site web de SSCH, est géré en collaboration avec l'Aide Suisse contre le Sida. En 2020, nous avons à nouveau enregistré un grand nombre de commandes et de téléchargements de publications en lien avec la santé sexuelle. Au total, nous avons envoyé environ 180'000 publications en version imprimée.

#CAMPAGNE LOVE LIFE

La pandémie du coronavirus ayant requis une absolue priorité, la campagne LOVE LIFE a dû faire une pause en 2020. Les centres de santé sexuelle sont cependant restés ouverts et accessibles aux personnes en demande de conseils, et notre nouveau site web aura permis d'orienter toutes les personnes recherchant des informations vers les bons services.

#PUBLICATION DU RAPPORT SUR L'ACCOUCHEMENT CONFIDENTIEL

L'accouchement confidentiel a fait l'objet d'une enquête de SSCH auprès des centres cantonaux de consultation en matière de grossesse et auprès des autorités cantonales sur l'accouchement confidentiel. Notre rapport du 5 mai met en évidence les lacunes existantes concernant son accessibilité. Pour exemple, l'accouchement confidentiel n'est pas suffisamment connu du public et les femmes en détresse n'ont pas un accès aisé aux informations. Les procédures ne sont pas partout réglementées. Dans le rapport, nous formulons des recommandations à l'intention des autorités et des services de consultation sur la manière de combler ces lacunes.



#FONDS D'AIDE POUR LA CONTRACEPTION ET L'INTERRUPTION DE GROSSESSE, EN COLLABORATION AVEC LA CHAÎNE DU BONHEUR

En collaboration avec la Chaîne du Bonheur, nous avons pu ouvrir en mai un fonds d'aide pour la contraception et l'interruption de grossesse, destiné aux personnes se trouvant dans une situation financière difficile en raison de la pandémie de Covid-19. Les centres de santé sexuelle et les centres cantonaux de consultation en matière de grossesse ont été les points de contact, tandis que SSCH, en collaboration avec la Chaîne du Bonheur, s'est chargée de l'administration et du financement.

#STOP À LA VIOLENCE SEXUELLE : RÉVISION DU CODE PÉNAL

Un an après la grève historique des femmes du 14 juin 2019, 55 organisations et 130 personnalités des milieux de la justice, de la politique et de la culture ont lancé l'appel national pour un « Code pénal approprié », exigeant une réforme rapide et complète de la législation suisse pour garantir une meilleure protection contre les violences sexuelles. Dans le suivi de la ratification de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique, divers pays européens ont annoncé leur intention de réviser la définition pénale du viol. Un vent nouveau souffle sur l'Europe dans ce domaine du droit pénal. Il est temps qu'il touche également la Suisse. La réforme du droit pénal doit affirmer clairement que les relations sexuelles sans consentement ne peuvent être tolérées.

#WORLD CONTRACEPTION DAY : CHOISIR SA CONTRACEPTION, UN LUXE RÉSERVÉ AUX RICHES ?

À l'occasion de la Journée mondiale de la contraception du 26 septembre, SSCH a publié son rapport intermédiaire sur le Fonds Covid-19, appelant les décideurs politiques à agir : tout le monde doit pouvoir décider librement de sa contraception, y compris les personnes touchées par la pauvreté. En Suisse, le choix des moyens de contraception dépend fortement des revenus personnels. En temps de crise, les personnes en situation de pauvreté doivent avoir recours à des dons privés pour financer la contraception. Ce fait démontre la pertinence et la nécessité du fonds financé par la Chaîne du Bonheur durant le Covid-19. La contraception étant considérée comme une affaire privée, il est très difficile pour les personnes en situation financière précaire d'assumer la responsabilité de leur santé.



#LE RÉSEAU JEUNES DE SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Le Réseau Jeunes de SSCH est un groupe de jeunes de moins de 25 ans qui s'engage pour les questions du domaine de la santé sexuelle et des droits sexuels, permettant ainsi à l'organisation faîtière de bénéficier de leurs idées et de leurs opinions. Durant l'année 2020, le Réseau Jeunes a mené les actions suivantes :

- * Campagne « Oui à la protection contre la haine » : le Réseau Jeunes a mené une campagne sur les réseaux sociaux (Instagram) en faveur du « oui », lors de la votation de début février (interdiction de la discrimination en raison de l'orientation sexuelle). Il a demandé aux citoyen·nes d'annoncer la couleur et de rendre punissables l'incitation et les discours de haine contre les personnes homosexuelles et bisexuelles.
- * Art durant le confinement : le Réseau Jeunes a ouvert un concours créatif via les réseaux sociaux, sollicitant des contributions artistiques sur les thèmes de la masturbation, des menstruations, du coming-out, des organes génitaux féminins et de la pornographie. L'objectif était de proposer aux jeunes une approche créative et ludique de la santé sexuelle en ces temps difficiles.
- * Une campagne nationale du Réseau Jeunes de SSCH a rappelé que la masturbation fait partie de la vie quotidienne, tout comme le brossage des dents. La vidéo réalisée pour cette action est un appel à lutter contre ce tabou qui règne depuis trop longtemps. La campagne s'intitule « La masturbation — est-ce normal ? » et la réponse est un « oui ! » retentissant. Il existe à l'évidence un besoin d'information sur la masturbation. Les jeunes et jeunes adultes devraient être encouragé·es à s'interroger sur les normes sociales. La masturbation ne devrait pas non plus être considérée comme un tabou dans les cours d'éducation sexuelle à l'école. C'est la raison pour laquelle le Réseau Jeunes de SSCH a lancé en automne 2020 cette campagne de sensibilisation. La vidéo présente différentes séquences dans lesquelles des personnes se brossent les dents. Ce qui de prime abord ressemble à une publicité classique sur l'hygiène dentaire s'avère progressivement être une métaphore humoristique de la masturbation.

#RÉSEAU SUISSE CONTRE L'EXCISION

SSCH est partenaire du Réseau suisse contre l'excision. Créé en 2016 sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et du Secrétariat d'État aux Migrations (SEM), le Réseau, composé de plusieurs partenaires (Caritas Suisse, TERRE DES FEMMES Suisse, Centre suisse de compétence pour les droits humains et SSCH), gère la plateforme internet www.excision.ch. SSCH est responsable de la mise en place de points de contact régionaux dans les différents cantons. L'OFSP et le SEM ont prolongé le mandat des organisations responsables jusqu'à l'été 2021.

En 2020, les offres ont été développées et établies. Le centre de santé sexuelle adebar, dans le canton des Grisons, a été formé et qualifié en juin. Dans le canton de Saint-Gall, des militant·es et professionnel·les ont annoncé lors d'un événement médiatique, le 6 février 2020, la mise sur pied du Centre régional d'accueil contre l'excision de Suisse orientale. Le centre de santé sexuelle de Thurgovie a également décidé de fonctionner comme point de contact. Dans les cantons de Lucerne, Obwald et Nidwald, la collaboration avec le Centre de santé sexuelle elbe a été renforcée et une formation continue sur ce thème, destinée aux interprètes, a été organisée en commun. À l'été 2020, une première rencontre de notre réseau a eu lieu à Zurich avec des représentantes de la Direction cantonale de la santé. La Direction de la santé s'est alors clairement prononcée en faveur d'une collaboration avec le réseau. La formation du centre de santé sexuelle de l'hôpital de Bienne a cependant dû être reportée à 2021 en raison du Covid-19.

Le nouveau guide « Excision (E/MGF) & protection de l'enfant — Guide pour les spécialistes » a également été publié le 6 février, journée internationale contre les mutilations génitales féminines. Le guide s'adresse aux professionnel·les. Il fournit les informations les plus importantes sur le sujet, décrit les facteurs de risque et propose une aide pratique pour les situations concrètes et les cas de suspicion.





3.2. RESSOURCES

#PAGES « URGENCES » DU SITE SANTE-SEXUELLE.CH

De courtes vidéos en langage simplifié, certifié par Pro Infirmis, présentent plusieurs situations d'urgence en santé sexuelle — « pilule du lendemain », « grossesse », « infections/maladies » — sur notre site internet dans le but de faciliter l'accès du grand public aux informations urgentes — en français, en allemand et en italien — et de trouver plus rapidement les centres de conseil.

#NOUVEAU RÉPERTOIRE DES CENTRES DE SANTÉ SEXUELLE

Le nouveau répertoire complet des centres de santé sexuelle a été mis en ligne en 2020 sur le site www.sante-sexuelle.ch. Il est établi sur la base de données communes et géré en collaboration avec l'Aide Suisse contre le Sida. On le trouve aussi sur le site de LOVE LIFE.

#FONDS ANNE-MARIE REY

Tout le monde n'est pas en mesure, en Suisse, de financer une interruption de grossesse par ses propres moyens. Pour soulager la détresse de ces personnes, SSCH et APAC Suisse ont créé en 2015 un « Fonds d'aide à l'interruption de grossesse destiné aux femmes sans ressources » qui peut être sollicité lorsque toutes les autres possibilités sont épuisées. Le Fonds Anne-Marie Rey fait référence à la « Grande Dame » du droit à l'interruption de grossesse et a été nommé ainsi après son décès. En 2020, SSCH a traité 58 demandes émanant des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons, ainsi que de médecins de l'APAC Suisse. 45 demandes ont été financées par le biais du Fonds Covid-19, obtenu grâce à la Chaîne du Bonheur.

#BROCHURE « KLIPP UND KLAR: DEINE SEXUALITÄT, DEINE RECHTE »

En 2020, avec notre partenaire Lust&Frustr, le service d'éducation sexuelle de la ville de Zurich, nous avons publié la brochure en allemand « Klipp und Klar: Deine Sexualität, deine Rechte » (Clair et net: ta sexualité, tes droits). Elle contient des informations en langage simplifié sur la santé sexuelle destinées aux jeunes à partir de 12 ans.

3.3. EXPERTISE

3.3.1. Formations continues, présentations, conférences

#CAS/DAS/MAS EN SANTÉ SEXUELLE

En 2019, SSCH a poursuivi ses collaborations avec les hautes écoles de Suisse — le CEFOC de la Haute école de travail social de Genève, l'Université de Genève, l'Université de Lausanne et la Haute école de Lucerne (HSLU-Soziale Arbeit) — ainsi que le développement d'une offre de formations de qualité pour les spécialistes du domaine de la santé sexuelle. En Suisse romande, 13 personnes ont obtenu le CAS en santé sexuelle et 19 personnes le DAS en santé sexuelle débouchant sur l'obtention en 2021 du titre professionnel SSCH. En Suisse alémanique, 5 titres professionnels ont été délivrés, 4 à l'issue du cursus ad hoc à la HSLU et 1 par la reconnaissance d'une formation équivalente.

#RENCONTRE ANNUELLE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE AXE 1 PNVI ET RENCONTRE DES RESPONSABLES DES CENTRES

Les rencontres d'échange de l'Axe 1 ont été proposées en ligne par Zoom, notamment pour prendre des nouvelles des équipes des centres et lister les problèmes rencontrés. Il s'est avéré que tous les centres de santé sexuelle, après une phase calme d'environ deux semaines pendant le confinement, ont ensuite connu un afflux énorme de demandes d'informations, de conseils et de formations. L'hypothèse d'une augmentation des infections sexuellement transmissibles ou des interruptions de grossesse n'a pas été confirmée. Il a, par contre, été constaté que les centres ont pu continuer à proposer leurs prestations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité.

#PROMOTION DES DROITS SEXUELS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

SSCH s'engage pour la santé sexuelle des personnes en situation de handicap. Leurs sexualités doivent être reconnues, leurs droits doivent être respectés et les tabous levés. Diverses manifestations étaient prévues en vue de recueillir des contributions utiles pour des actions de sensibilisation. Elles ont dû être annulées en raison de la pandémie.

#RENCONTRE DU RÉSEAU JEUNES: LA MASTURBATION, EST-CE NORMAL ?

Le 3 octobre 2020 a eu lieu la rencontre nationale d'échange du Réseau Jeunes, à laquelle ont participé 19 jeunes issues d'organisations très diverses. Cette séance a marqué le lancement de la campagne sur la masturbation et a permis l'échange de nouvelles idées autour du plaisir.

#FORMATION CONTINUE DU PROJET FLAG SYSTEM

Le 6 novembre, 19 professionnel·les de Suisse romande ont suivi une formation au FLAG System, à laquelle l'équipe de SSCH avait dans un premier temps été initiée. Le « système des drapeaux »² est basé sur une méthode qui a fait ses preuves en Belgique et aux Pays-Bas. Elle vise à prévenir les violences sexuelles à l'encontre des enfants et des adolescent·es et à soutenir leur développement sexuel. La méthode a été développée par Sensoa, le centre flamand d'expertise en santé sexuelle, en Belgique. Elle fournit aux adultes six critères³ leur permettant d'évaluer si le comportement sexuel des enfants et/ou des jeunes (0-18 ans) est problématique ou non. Quatre couleurs (vert, jaune, rouge, noir) peuvent être attribuées au comportement. Le vert correspond à un comportement non problématique et le noir à un comportement sexuel abusif.

² Titre original « Sensoa Flag System® », pour une description détaillée du matériel: www.flagsystem.org

³ Consentement mutuel, libre arbitre, égalité, adéquation à l'âge ou au développement, adéquation contextuelle et respect de soi-même



3.3.2. Mandats

#MONITORING DES CENTRES DE SANTÉ SEXUELLE

Sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), SSCH mène un monitoring annuel des activités des centres de santé sexuelle en Suisse. Le rapport relatif aux données 2018 a été publié en décembre. Il donne un aperçu du travail et des prestations des centres de consultation dans des domaines précis de la santé sexuelle ou de l'éducation sexuelle. Le rapport comprend désormais des commentaires et des recommandations pour l'amélioration des prestations de santé sexuelle en Suisse.

Pour SSCH, en tant qu'organisation faîtière, le monitoring est un instrument important pour le positionnement des centres de santé sexuelle, pour les questions stratégiques et pour le travail d'information du public.

#RAPPORT SUR LES INTERVENANT·ES ET L'OFFRE DE PRESTATIONS DANS LE CANTON DU TESSIN

Sur mandat du canton du Tessin, une étude a été menée par SSCH dans le but d'identifier les intervenant·es du domaine de la santé sexuelle et d'analyser l'offre de prestations au Tessin. L'étude s'est appuyée sur le guide pour une politique cantonale — stratégie globale de promotion de la santé sexuelle, développé par SSCH sur mandat de la CLASS. Le rapport final, assorti de recommandations destinées aux autorités cantonales, a été transmis aux autorités en 2020.

#ÉVALUATION DU PROGRAMME DE SANTÉ SEXUELLE DU CANTON DE NEUCHÂTEL

Sur mandat du canton de Neuchâtel, SSCH a procédé à une évaluation du programme de santé sexuelle et reproductive du canton et émis des recommandations, appuyée sur le guide pour une politique cantonale — stratégie globale de promotion de la santé sexuelle, développé par SSCH sur mandat de la CLASS, a également servi de base à ce travail.





3.4. ADVOCACY, INFLUENCE, LOBBYING

#CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 EN EUROPE

Quels sont les effets de la pandémie de Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive et les droits qui lui sont liés (SSRD⁴) en Europe? Le rapport commun de l'International Planned Parenthood Federation — European Network (IPPF EN) et du Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs (EPF), auquel SSCH s'est également associée, répond à cette question et émet des recommandations. Les résultats des enquêtes menées par les deux organisations démontrent que les prestations de santé du domaine de la SSRD ont été fortement réduites, presque partout. Le rapport décrit la situation à mi-avril. Des restrictions en matière d'accès à la contraception, de dépistage des infections sexuellement transmissibles et de dépistage du cancer ont ainsi été constatées dans toute l'Europe, ainsi que des obstacles, parfois insurmontables, à l'interruption de grossesse. Dans certains pays, la violence domestique a augmenté de manière alarmante. Le rapport donne cependant aussi des pistes pour, par exemple, garantir les prestations de conseil et l'accès aux moyens de contraception, malgré les mesures barrières.

#RATIFICATION PAR LE DFAE DE LA DÉCLARATION SUR L'IMPORTANCE DE LA SSRD

Les gouvernements de 59 pays du monde entier ont publié une déclaration commune début mai. Ils y affirment que la santé sexuelle est importante pour les soins de santé généraux et que l'accès aux prestations de santé dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive doit également être garanti pendant la pandémie de Covid-19. Ils demandent en outre que les mesures visant à endiguer la pandémie soient conçues de manière à tenir compte des différences entre les sexes. La déclaration a également été signée par le chef du Département des Affaires étrangères, Ignazio Cassis.

#GRÈVE DES FEMMES 2020: LE DROIT PÉNAL SEXUEL DOIT PROTÉGER L'AUTODÉTERMINATION SEXUELLE!

Plus de 70 organisations et 190 personnalités ont signé l'appel pour une révision du droit pénal sexuel. Elles demandent une réforme rapide et complète de la législation suisse afin de garantir une meilleure protection contre les violences sexuelles. Le consentement

et l'autodétermination sexuelle doivent être au centre de cette démarche. L'appel a eu un large écho dans les médias et l'initiative cantonale genevoise déposée, pour inscrire le consentement dans le droit pénal sexuel, s'y réfère également. Mais du côté de l'administration, ce fut le silence radio. À l'occasion des «16 jours contre la violence à l'égard des femmes», l'organisation responsable s'est à nouveau adressée à l'administration via les médias sociaux en lançant un nouvel appel: où est la proposition de révision qui nous a été promise pour la fin de l'été 2020?

#COUNTDOWN 2030 EUROPE — VISIONS DE LA SSRD

Countdown 2030 Europe a mené des entretiens avec des délégations d'autorités compétentes, leur demandant de s'exprimer sur leur vision de la santé sexuelle et reproductive et des droits qui lui sont liés, au-delà de 2020. Les pays consultés, dont la Suisse, partagent l'objectif de promouvoir la santé sexuelle et reproductive et les droits dans le monde entier. Mais il existe aussi des approches différentes. Le rapport l'explique de manière détaillée. Countdown 2030 Europe est une alliance de 15 organisations non gouvernementales dans 12 pays européens. Le projet, dirigé par l'International Planned Parenthood Federation — European Network (IPPF EN), a pour objectif que les pays donateurs européens fassent de la santé sexuelle et reproductive une priorité en Europe et dans le monde. SSCH est partenaire de Countdown 2030 Europe et met en œuvre diverses activités de plaidoyer nationales correspondantes, dont le suivi annuel des dépenses de la Suisse en matière de SSRD dans le cadre de la coopération au développement.

#ACCÈS POUR TOUT LE MONDE À LA CONTRACEPTION

La contraception doit être accessible à tout le monde, sans obstacles. Cette revendication est au centre du spot vidéo que SSCH a lancé à l'occasion de la Journée mondiale de la contraception le 26 septembre. Pour donner du poids à cette revendication, la coprésidence de l'Intergroupe parlementaire pour la santé sexuelle et les droits a déposé un postulat lors de la session d'automne, demandant au Conseil fédéral de présenter un rapport sur l'accès à la contraception pendant la pandémie de Covid-19.

⁴ En anglais: SRHR = Sexual and Reproductive Health and Rights

#VIOLENCE ENVERS LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

En collaboration avec Avanti Donne, SSCH a mené des actions de lobbying en vue d'améliorer les statistiques concernant la violence envers les personnes en situation de handicap. La conseillère nationale Franziska Roth s'est penchée sur le sujet et a déposé un postulat dans ce sens au Conseil national, dont le Conseil fédéral a recommandé l'adoption. Les personnes en situation de handicap subissent davantage de violences, fondées ou non sur le sexe, que la moyenne de la population. C'est ce qui ressort de récentes études réalisées en Allemagne et en Autriche. On peut supposer que c'est également le cas en Suisse. Ce phénomène est dû aux rapports de dépendance et à des asymétries de pouvoir dans un contexte de prise en charge et d'accompagnement, ainsi qu'à la non-prise en compte de la santé sexuelle et des droits, notamment. En rapport avec la mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, la Suisse a été appelée à présenter les données et les mesures prises afin que soit respecté le droit des personnes en situation de handicap à être protégées de tout acte de violence. Le même appel a été lancé aux autorités de notre pays par le CEDAW (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes), qui a mis l'accent sur la violence faite aux femmes, spécifiquement lorsqu'elles sont en situation de handicap.

#INTERGROUPE PARLEMENTAIRE POUR LA SANTÉ SEXUELLE ET LES DROITS

L'Intergroupe parlementaire pour la santé sexuelle et les droits (anciennement CAIRO+) a démarré l'année 2020 avec un nouveau nom, 41 membres issus de 5 partis différents et une présidence élargie. La présidence est partagée entre les conseillères nationales Yvonne Feri (PS) et Léonore Porchet (Vert·es) et le conseiller national Philippe Nantermod (PLR). SSCH assure le secrétariat.

Le groupe s'engage pour l'égalité des sexes, la promotion de la santé sexuelle et la réalisation des droits sexuels ainsi que pour l'éducation, en s'appuyant sur le programme d'action du Caire de l'ONU. L'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable, avec le principe « Ne laisser personne de côté », constitue un cadre de référence important.

En raison du Covid-19, les grandes manifestations prévues au cours du premier semestre ont dû être reportées. En septembre, le groupe a organisé une audition sur le thème « Contre la violence envers les femmes et la violence domestique et pour l'égalité des sexes ». Les intervenantes étaient :

- * Marie-Claude Hofner, membre du Comité d'expert·es chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul;
- * Patricia Schulz, membre jusqu'en 2018 du Comité de l'ONU pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes.

Lors de la session d'hiver, l'Intergroupe parlementaire pour la santé sexuelle et les droits a rencontré la nouvelle directrice de la DDC, Patricia Danzi, au Palais fédéral pour une réunion sur le thème de la SSRD dans le cadre de la coopération internationale.

#COLLOQUE « JUSTICE CLIMATIQUE ET ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES »

La plateforme Agenda 2030 de la société civile et la Coordination post Beijing des ONG suisses ont organisé le 17 septembre à Berne un débat sur le thème « Penser ensemble la justice climatique et l'égalité entre les genres ». La manifestation a eu lieu à l'occasion du 25^e anniversaire de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing. SSCH a organisé un atelier sur la SSRD. Six World Cafés ont également été organisés à cette occasion sur les thèmes qui étaient au cœur du Forum sur l'égalité des générations, point d'orgue de Beijing+25. SSCH était responsable du World Café sur le thème « Bodily autonomy and sexual and reproductive health and rights ». Chaque World Café a identifié les principaux défis et formulé des exigences pour l'avenir. Celles-ci ont ensuite été intégrées dans une brochure qui a été publiée en 2021 en vue du Generation Equality Forum.



#PLAIDOYER DANS LES RÉSEAUX SUISSES

En 2020, SSCH a mené de manière active des activités de plaidoyer au sein des réseaux suisses suivants :

- * Réseau Convention d'Istanbul : SSCH s'engage avec les autres pays membres pour la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). Elle s'engage ainsi à prendre des mesures globales contre la violence sexospécifique et domestique, et pour l'égalité des sexes.
- * Plate-forme Agenda 2030 : SSCH est membre du groupe central de la plate-forme Agenda 2030, qui s'engage pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable par la Suisse. C'est dans ce cadre qu'a été préparée la consultation sur le projet de stratégie de développement durable, pour laquelle SSCH a également déposé une prise de position.
- * Coordination ONG post Beijing Suisse : SSCH est membre de ce réseau sur les droits des femmes et est également représentée au comité directeur.
- * Medicus Mundi Suisse : SSCH a été active en tant que membre du groupe de travail Advocacy et du groupe de travail SSRD dans ce réseau sur la santé globale.



3.5. GOVERNANCE

3.5.1. Personnel

Céline Berset a rejoint le service de communication en remplacement de Daniela Enzler, en congé maternité.

Lorraine Chok et Lorraine Astier Cholodenko ont pris en charge le projet FLAG System pour une durée déterminée.

Annelies Steiner a décidé en 2020 de se rapprocher à nouveau de la pratique en éducation sexuelle. Son travail pour l'éducation sexuelle dans toute la Suisse aura permis l'établissement de standards que nous continuerons de développer.

BARBARA BERGER

Directrice, 80%

CAROLINE JACOT-DESCOMBES

Responsable Projet Éducation sexuelle et Directrice adjointe, 80%

VITTORIA BURGUNDER

Réseau Jeunes: Communication et Campagnes, 20%

BÉATRICE DÉTRAZ

Secrétariat, Comptabilité et Shop, 50%

DANIELA ENZLER

Responsable Communication, Orientation sexuelle et Identité de genre, 80%

STEFANIA MADDALENA

Responsable Suisse italienne, 80%

ERIKA GLASSEY-PORTAY

Assistante de projets, 60%

SUSANNE ROHNER BAUMGARTNER

Responsable Advocacy, 60%

CHRISTINE SIEBER

Responsable Accès, Savoir & Migration, 80%

NOËL TSHIBANGU

Responsable Promotion de la santé, Sexualité et handicap, 80%



3.5.2. Comptes d'exploitation 2020

A. PRODUITS EN CHF (1.1. – 31.12.2020)

Produits non affectés (dons, cotisations)	25'649.22
Subventions fédérales	815'300.00
Subventions internationales	113'348.14
Subvention Fondation Oak	122'088.00
Contributions directes aux projets	152'792.80
Prestations fournies	28'067.57
Finances d'inscriptions formations continues	13'894.00
Résultat financier (intérêts + différence de change)	(147.00)
Total	1'270'992.73

B. CHARGES EN CHF (1.1. – 31.12.2020)

Frais liés aux projets	228'112.70
Frais de personnel	915'354.65
Frais de l'organisation	125'243.40
Amortissement	1'880.00
Résultat de l'exercice	401.98
Total	1'270'992.73





4. STRUCTURE

4.1. FONDATION

Conseil de Fondation 2020:

PRÉSIDENTE (jusqu'en octobre)

Dr méd. Yvonne Gilli, Wil SG
Médecin, membre du Comité central de la FMH,
anc. conseillère nationale

PRÉSIDENTE (dès octobre)

Léonore Porchet, Lausanne VD
Conseillère nationale verte vaudoise, coprésidente de l'Intergroupe
parlementaire pour la santé sexuelle et les droits, membre du
Conseil de Fondation de PROFA

VICE-PRÉSIDENTE

Jacqueline Fellay-Jordan, Sion VS
Conseillère en santé sexuelle, Centres SIPE Valais, intervenante
dans le DAS en santé sexuelle

VICE-PRÉSIDENTE

Noemi Grütter, Dallenwil NW
Membre du Réseau Jeunes SSCH, étudiante en droits humains et
action humanitaire à Science Po Paris

Anouk Arbel, Riex VD

Chargée de cours dans la filière Travail social de la HETSL (Haute
École de Travail Social et de la Santé)

Hugues Balthasar, Lausanne VD

Responsable de missions stratégiques au Service de la santé
publique du canton de Vaud

Catherine Charmillot, Delémont JU

(jusqu'en septembre)
Conseillère et éducatrice en santé sexuelle, Jura et Neuchâtel,
représentante ALECSS

Dr méd. Thomas Eggimann, Kreuzlingen TG
Médecin spécialiste FMH en gynécologie obstétrique, secrétaire
général SGGG (gynécologie suisse)

Yvonne Feri, Wettingen AG

Conseillère nationale et présidente de la Fondation Protection de
l'enfance Suisse

Lilo Gander, Zurich ZH

Coprésidente faseg, directrice du service Lust&Frust

Beata Godenzi, Grand-Lancy GE

Cheffe du secteur logement de la Fondation Sgipa à Genève,
conseillère des programmes sociaux de la Chaîne du Bonheur,
experte à la Commission consultative de la solidarité
internationale du canton de Genève

Dr méd. Claude-François Robert, Neuchâtel NE (jusqu'en octobre)

Médecin cantonal

Laura Russo, Stettlen BE

Membre du Réseau Jeunes SSCH, étudiante en relations
internationales à l'Université de Genève

Francesca Snider, Locarno TI

Avocate et notaire, membre de la Commission consultative e
sexualité Ticino, vice-présidente du Conseil suisse de la presse,
Tessin

Tiffaine Stegmüller, Lausanne VD (dès octobre)

Avocate à l'Étude Swiss Lawyers SNC, lectrice à l'Université de
Fribourg



4.2. ASSOCIATION

La Fondation SANTÉ SEXUELLE SUISSE est la structure porteuse de l'association du même nom.

En 2020, 11 personnalités et 2 organisations ont rejoint l'association :

- * Association Corps Solidaires
- * GLL — Das andere Schulprojekt

Comité de l'Association 2020 :

COPRÉSIDENTE

Jacqueline Fellay-Jordan, Sion VS

Conseillère en santé sexuelle, Centres SIPE Valais, intervenante dans le DAS en santé sexuelle

COPRÉSIDENTE

Noemi Grütter, Dallenwil NW

Membre du Réseau Jeunes SSCH, étudiante en droits humains et action humanitaire à Science Po Paris

Sylvan Berrut, Täuffelen BE

Office fédéral de la statistique, Démographie & Migration, Collaborataire au Pôle trans de Checkpoint Vaud

Catherine Charmillot, Delémont JU

(jusqu'en septembre)

Conseillère et formatrice en santé sexuelle, Jura et Neuchâtel

Aymeric Dallinge, Bex VD

Chargé de prévention HSH Antenne Sida Valais, Président Pôle Agression et Violence

Beatrice Joss, Coire GR (jusqu'en septembre)

Assistante sociale dipl. HES, anc. thérapeute couple et famille auprès de « adebar » (retraîtée), Coire

Christine Fayet, Chapelle-sur Moudon VD

Éducatrice et formatrice en santé sexuelle, pédagogue spécialisée, secrétaire générale SEHP (Sexualité et Handicaps Pluriels)

Doris Luppa, Oberengstringen ZH

Codirectrice de seges, Sexuelle Gesundheit Aargau (segés), Aarau

Laura Russo, Stettlen BE

Membre du Réseau Jeunes SSCH, étudiante en relations internationales à l'Université de Genève

Catherine Telley, Arconciel FR

Conseillère en santé sexuelle, membre du comité ALECSS

Sophie Torrent, Fribourg FR

Intervenante en protection de l'enfant au Service de l'enfance et de la jeunesse et chargée de cours à l'Université de Fribourg

4.3. COMMISSIONS

Les commissions nationales suivantes sont mises en place par le Comité de l'association dans le but de garantir la qualité et d'approfondir les connaissances dans les domaines spécifiques.

#COMMISSION LGBTI+

La commission LGBTI+ soutient les projets actuels de SSCH en apportant son expertise dans les domaines de l'orientation sexuelle et de l'identité sexuelle.

- * Sylvan Berrut (présidence, membre du Comité de l'association SSCH)
- * Deborah Abate (InterAction, Association suisse pour les intersexes)
- * Camille Béziane (Les Klamydia's, Association pour la santé sexuelle des femmes* qui aiment les femmes)
- * Yannick Forney (PROFA, Consultation Trans* au Checkpoint Vaud)
- * Florent Jouinot (Aide Suisse contre le Sida, Coordination des programmes HSH en Suisse romande)
- * Markus Trachsel (du-bist-du)
- * Lena Keller (QueerAmnesty, siège partagé avec Sarah Gloor)
- * Sarah Gloor (QueerAmnesty, siège partagé avec Lena Keller)
- * Gino Rösselet (Milchjugend, diversité sexuelle)

#COMMISSION DE LA FORMATION ET DU TITRE PROFESSIONNEL

La Commission a pour objectif de standardiser les critères du titre professionnel SSCH au niveau national, de les adapter, de les positionner et de les promouvoir en Suisse.

- * Lilo Gander (membre du Conseil de fondation SSCH, co-présidente faseg — Fachverband sexuelle Gesundheit in Beratung und Bildung, responsable du service Lust&Frust Zurich)
- * Elisabeth Bammatter (responsable du Centre cantonal de consultation en matière de grossesse et questions relationnelles, Centre spécialisé en santé sexuelle, Bâle)
- * Doris Luppá (membre du Conseil de fondation SSCH, anc. codirectrice de seges, Aarau)
- * Susanna Siegrist (responsable du service adebar GR, assistante sociale HES, spécialiste en santé sexuelle)
- * Jacqueline Zosso (coprésidente ALECSS)
- * Danièle Tissonnier (directrice des centres SIPE Valais)
- * Catherine Stangl (responsable du Centre de santé sexuelle-planning famille de la ville de Neuchâtel, membre IENK)
- * Sylvie Jacquet (spécialiste en santé sexuelle à PROFA Vaud)
- * Catherine Charmillot (membre du Conseil de fondation et du Comité SSCH, spécialiste en santé sexuelle au Centre de santé sexuelle-planning familial du Jura)



#COMMISSION INTERRUPTION DE GROSSESSE

La Commission a notamment traité les questions liées à l'accouchement confidentiel et au droit au conseil en matière de grossesse.

- * Monica Somacal (présidente, responsable du Centre cantonal de consultation en matière de grossesse et questions relationnelles, Centre spécialisé en santé sexuelle, Bâle)
- * Monette Cherpit (responsable intérimaire et spécialiste en santé sexuelle de l'Unité de santé sexuelle et planning familial des HUG, Genève)
- * Catherine Telley (spécialiste en santé sexuelle, Centre fribourgeois de santé sexuelle, membre du comité ALECSS – Association de Suisse latine des spécialistes en santé sexuelle éducation-formation-conseil, membre du comité de SSCH)
- * Jutta Ahlke (cheffe de service, éducatrice sociale HES, thérapeute corporelle au Centre de consultation en planning familial, grossesse et sexualité de Saint-Gall).

#LE RÉSEAU JEUNES

Le Réseau Jeunes est une alliance de jeunes gens de moins de 25 ans qui s'intéressent et veulent s'engager pour des questions liées à la santé sexuelle et aux droits sexuels. Le Réseau Jeunes fait bénéficier l'organisation faitière SSCH de ses idées et de ses opinions.

Laura Russo (membre du Comité de SSCH, membre du Conseil de fondation de SSCH, membre du Comité YSAFE), Noemi Grütter (coprésidente de l'Association SSCH, vice-présidente du Conseil de Fondation) et une équipe d'une trentaine de jeunes qui s'engagent pour et dans des projets spécifiques.

4.4. COLLABORATIONS ET PARTENARIATS

Grâce aux contributions professionnelles et financières du réseau de soutien, SSCH est en mesure de fournir un travail de haute qualité. En 2020, nous avons pu compter sur le soutien financier de plusieurs organismes, dont l'Office fédéral de la santé publique, la Fondation Oak, la Fondation Palatin, l'IPPF Countdown 2030, l'Office fédéral des assurances sociales, l'Office fédéral de la statistique, le canton du Tessin, le canton de Genève, le canton de Neuchâtel, UNFPA Implementing Partnership, le Réseau suisse contre l'excision, l'Association Cerebral, Zischtig, pharma-Suisse et la Chaîne du Bonheur.

Nous avons reçu plusieurs dons, notamment de Roots to Rise, pour le renforcement institutionnel et le développement des organisations à but non lucratif.

Nous avons entretenu des partenariats avec les institutions suivantes :

#ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- * ALECSS, Association des spécialistes en santé sexuelle de Suisse latine (éducation, formation, conseil)
- * faseg, Fachverband Sexuelle Gesundheit in Beratung und Bildung

#ADMINISTRATIONS FÉDÉRALES

- * OFSP, Office fédéral de la santé publique, section Prévention et Promotion, section Égalité face à la santé, section Information sanitaire et campagnes
 - * SSCH est partenaire du Programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI 2011 – 2021)
 - * SSCH est partenaire de la campagne LOVE LIFE
- * DDC, Direction pour le développement et la coopération
- * BFEG, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes
- * BFEH, Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées

#COMMISSIONS EXTRAPARLEMENTAIRES

- * COFF, Commission fédérale pour les questions familiales
- * CFQF, Commission fédérale pour les questions féminines
- * CFEJ, Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse
- * CFIT, Commission fédérale pour les questions liées aux infections sexuellement transmissibles

#AUTORITÉS INTERCANTONALES

- * CDIP, Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
- * CDS, Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé
- * ARPS, Association suisse des responsables cantonaux pour la promotion de la santé

#INSTITUTS DE FORMATION ET DE RECHERCHE

- * BFH, Berner Fachhochschule, Fachbereich Gesundheit
- * Bioscope, UNIGE Genève
- * CEFOC, Centre d'études et formation continue, Genève
- * HEF-TS, Haute École de travail social, Fribourg
- * HES-SO Valais-Wallis
- * HETS, Haute École de travail social, Genève
- * HfH, Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik
- * HSLU, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit
- * Université de Genève, Formation continue
- * Université de Lausanne, Formation continue
- * Unisanté, Lausanne



#ORGANISATIONS ET ASSOCIATIONS NATIONALES ET RÉGIONALES

- * AEF, Association Éducation Familiale Fribourg
- * ASS, Aide Suisse contre le Sida
- * Alliance Sud, Communauté de travail des organisations de développement suisses
- * Amnesty International, Section suisse
- * APAC-Suisse, Association de professionnel·les de l'avortement et de la contraception
- * AvenirSocial
- * ciao.ch, Informations pour les adolescent·es, Suisse romande
- * Commissione consultiva sessualità e salute (CCSS), Kanton Tessin
- * CoRom, Coordination romande des antennes sida
- * Formation des parents CH
- * FertiForum
- * Promotion Santé Suisse
- * IENK, Groupe interdisciplinaire d'expert·es pour la contraception d'urgence
- * INSOS Suisse, Association de branche nationale des prestataires de services pour personnes en situation de handicap
- * Association Cerebral Suisse
- * CSAJ, Comité Suisse des Activités de Jeunesse
- * Fédération Suisse des sages-femmes
- * Gütesiegel, Association pour le label de qualité des préservatifs
- * Lilli.ch, Informations pour les adolescent·es, Suisse alémanique
- * LOS, Organisation suisse des lesbiennes
- * Männer.ch et menicare
- * Medicus Mundi Schweiz, Réseau santé pour toutes et tous
- * Migesplus
- * Plateforme Agenda 2030
- * Protection de l'enfance Suisse
- * Public Health Suisse
- * Réseau formation et santé
- * Réseau suisse contre l'excision
- * Réseau suisse de la convention d'Istanbul
- * pharmaSuisse

- * REISO, portail d'information en ligne, Suisse romande
- * SEHP, Sexualité et Handicaps Pluriels
- * SSMR, Société suisse de médecine reproductive
- * TERRE DES FEMMES Suisse
- * UNICEF Suisse
- * ViolenceQueFaire, Prévention des violences domestiques, conseils en ligne

#ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- * IPPF, International Planned Parenthood Federation, Londres
- * IPPF EN, International Planned Parenthood Federation, European Network, Bruxelles
- * YSAFE, Youth Sexual Awareness for Europe
- * ECEC, European Consortium for Emergency Contraception
- * EPF, European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights
- * Fédération Laïque de Centres de Planning Familial (FLCPF), Belgique
- * FIAPAC, Fédération Internationale des Associés Professionnels de l'Avortement et de la Contraception
- * SENSOA, centre Flamand d'expertise sur la santé sexuelle, Belgique
- * Chaire UNESCO Santé Sexuelle et Droits Humains, Paris
- * UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, Genève et New York

Le rapport annuel couvre la période d'activités
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Responsables de publication :

Barbara Berger, directrice

Nadia Ben Said, responsable communication

Erika Glassey-Portay, assistante de projets

Béatrice Détraz, responsable comptabilité et shop

www.sante-sexuelle.ch

info@sante-sexuelle.ch

© novembre 2021, SSCH





SANTÉ SEXUELLE SUISSE

St-Pierre 2
1003 Lausanne
Tel: +41 21 661 22 33
info@sante-sexuelle.ch
www.sante-sexuelle.ch

SEXUELLE GESUNDHEIT SCHWEIZ

Marktgasse 36
3011 Bern
Tel: +41 31 311 44 08
info@sexuelle-gesundheit.ch
www.sexuelle-gesundheit.ch

SALUTE SESSUALE SVIZZERA

Via Ospedale 14
6600 Locarno
Tel: +41 91 752 01 02
info@salute-sessuale.ch
www.salute-sessuale.ch